

Questions orales

Nouvelle-Écosse qui dépendent directement ou indirectement des pêches intérieures.

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Bien sûr que j'ai l'intention de les écouter, monsieur le Président tout comme j'écoute les pêcheurs et leurs représentants, que ce soit qu'ils m'adressent des instances directement ou par l'entremise de l'équipe de travail Jean Haché.

Je crois important de signaler à la députée et à la Chambre que la pêche aux pétoncles n'est pas ruinée, pour reprendre l'expression de la députée. En fait, le volume des prises de pétoncles a atteint l'année dernière 3 000 tonnes et atteint déjà cette année 2 000 tonnes, ce qui dépasse de beaucoup les 300 tonnes enregistrées normalement dans la baie de Fundy.

Cela témoigne de notre excellente gestion des pêches qui profite aux pêcheurs de sa région des provinces de l'Atlantique.

Mme Campbell (South West Nova): Si le ministre avait bien écouté, monsieur le Président, il saurait que j'ai parlé de «ruine apparente». Je ne fais que rapporter les propos du *Globe and Mail*. Cependant, ma question supplémentaire est tout à fait sérieuse.

Le ministre n'a pas répondu à la question que je lui ai posée concernant la pêche aux poissons de fond. Je m'adresse maintenant au ministre des Affaires extérieures qui préside le comité du cabinet chargé spécialement d'étudier les problèmes des pêches dans la région de l'Atlantique.

Le ministre des Pêches a déclaré que les pêches avaient été bonnes sur la côte de l'Atlantique. Ses conclusions sont tout à fait étrangères à la tragédie qui se produit dans le sud de la Nouvelle-Écosse. Elles sont contraires aux affirmations des gens qui ont comparu devant ce comité, qu'il s'agisse par exemple des édiles municipaux ou des fonctionnaires provinciaux; quelqu'un a même commencé à faire la grève de la faim sur le parvis.

Cependant, je demande au ministre s'il pourrait convoquer le comité du cabinet dont il est chargé et examiner les répercussions du plan de gestion des pêches sur la côte de l'Atlantique et sur les milliers de Canadiens qui dépendent de cette pêche pour leur subsistance?

M. Siddon: Monsieur le Président, je préfère de beaucoup fonder mes décisions sur des faits plutôt que sur les commentaires du *Globe and Mail* ou quelque autre méthode que la députée pourrait recommander.

Je tiens à dire à la députée que j'ai discuté ce matin avec M. Robichaud de ses difficultés personnelles, ainsi que je le fais lorsque les pêcheurs me signalent leurs difficultés. J'entends présenter le cas de M. Robichaud au comité spécial du cabinet que préside mon collègue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

En terminant, je désire simplement dire que les prises dans la seule région de la baie de Fundy depuis quatre ans ont augmenté de 60 p. 100. Le nombre des pêcheurs enregistrés a augmenté de 30 p. 100. Même si les pêcheurs de certaines zones particulières éprouvent cette année des difficultés, les pêcheurs dans l'ensemble ont obtenu d'excellents résultats.

* * *

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le ministre sait que les Canadiens, après avoir payé la TPS, auront 3,6 milliards de dollars de moins à dépenser dans les divers services. Cela signifie, comme on nous l'a signalé un peu plus tôt, que 100 000 Canadiennes travaillant dans le secteur des services perdront leur emploi.

Comment le ministre peut-il déclarer que la taxe sur les ventes des fabricants fait subrepticement disparaître les emplois quand sa nouvelle taxe détruira la vie de 100 000 Canadiennes?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, comme d'habitude, la fiction dépasse de loin la réalité.

Les services forment l'un des secteurs d'activité qui croît le plus rapidement au Canada et qui offrira ultérieurement un nombre considérable d'emplois aux femmes.

Permettez-moi d'ajouter que ce sont les femmes, particulièrement les mères seules qui travaillent souvent à l'extérieur du foyer, qui profiteront le plus du crédit accordé aux contribuables touchant un revenu inférieur à 30 000 dollars. Ajoutez à cela les divers programmes de formation professionnelle et d'équité en matière d'emploi que notre gouvernement a créés pour accroître le niveau de vie des femmes et leur permettre d'améliorer